

TERRITOIRES

Ils sont des centaines de binationaux (Espagnols et Équatoriens ou Vénézuéliens...) à s'installer en Languedoc pour travailler dans l'agriculture.

## Saisonniers latino-américains **L'intégration commence au guichet de la MSA**

Depuis une dizaine d'année, de nombreux salariés saisonniers venant d'Amérique latine s'enracinent dans le Midi pour occuper les postes qui ne trouvent pas de candidats en France. Alors que jusque-là, une fois leur mission terminée, ils regagnaient l'Espagne, leur pays de résidence, ils ont choisi l'Occitanie pour construire leur vie. Pour aider ces nouveaux affiliés à jouir pleinement de leurs droits, les équipes de la MSA du Languedoc apportent des solutions adaptées.

© Hugo Abad/Getty Images/CC/MSA Image

**3** réunions d'information  
ont été organisées  
à destination des salariés  
saisonniers latino-américains.



Août 2022. Non loin de la plage de sable de Mauguio, commune du littoral de l'Hérault, des salariés agricoles cueillent les légumes et les fruits stars de l'été, notamment les nectarines, les melons et les tomates, devenus des symboles du Languedoc. La plupart échangent en espagnol. Les plus à l'aise avec la langue de Cervantès reconnaîtront l'accent des pays de l'Amérique latine, situés à des milliers de kilomètres de l'Hexagone. Une singularité qui s'explique parfaitement.

« Les premiers travailleurs saisonniers agricoles latino-américains sont arrivés en France, et notamment dans le sud du pays, il y a une dizaine d'années, par le biais du travail détaché, explique Christophe Boulanger, le responsable du département de l'action sanitaire et sociale à la MSA du Languedoc. Dans ce cadre, ils ne restaient que quelques mois ici puis retournaient dans leur pays de résidence. Une partie de ces personnes venues majoritairement d'Équateur et de Bolivie via le sud de l'Espagne sont désormais installées en France de manière stable et durable. Le phénomène s'est accéléré depuis la pandémie de Covid-19. Ce public est marqué par d'importantes difficultés d'accès aux droits en santé et famille mais aussi au logement et à l'apprentissage de la langue française. »

Cette population s'est présentée en nombre aux agences de Beaucaire, Lunel et Vauvert, souvent en groupe et après le travail des champs. Les trois villes sont situées dans des secteurs géographiques marqués par des activités agricoles très consommatrices de main-d'œuvre saisonnière. Il s'agissait pour la plupart d'entre eux de leur première confrontation avec le système de protection sociale français. « Leur demande initiale est d'abord que nous les aidions à ouvrir leurs droits le plus vite possible pour pouvoir travailler », souligne Claire de Hadjetlache, assistante sociale à la MSA sur les sites de Lunel et Mauguio.

« Ils arrivent chez nous avec une demande et nous découvrons que leurs besoins sont beaucoup plus larges. C'est la force du guichet unique, la valeur ajoutée de la MSA par rapport au régime général, qui permet d'accompagner la personne dans son intégralité et tout au long de sa vie », se réjouit Gaby Soustelle, administrateur à la MSA du Languedoc (élu au collège salariés) et vice-président du comité d'action sanitaire et sociale. L'homme est retraité de la compagnie des Salins du Midi, à l'origine de la fameuse marque La Baleine bleue, encore aujourd'hui visible sur toutes les tables.

« L'administration française n'est pas simple à comprendre. Il n'est pas évident de trouver du temps et de la motivation après la journée de travail pour s'occuper de ses papiers, surtout quand on doit en plus aller récupérer ses enfants, laissés chez quelqu'un, faute d'avoir pu obtenir une place en crèche »,



© Alexandre Roger/Le Bimsa

**Claire de Hadjetlache**, assistante sociale à la MSA du Languedoc, sur les sites de Lunel et Mauguio.



**Dix huit personnes se sont déplacées...**

... à la réunion organisée à Lunel le 25 avril. On en attendait 12. La preuve qu'elle répondait à un réel besoin. À la fin, la moitié d'entre elles ont pris un rendez-vous avec l'agent d'accueil pour l'étude de leur dossier. Trois n'avaient même pas leur numéro définitif, ce qui signifie qu'elles venaient d'arriver. On a constaté des droits en santé qui ne sont pas toujours activés et une méconnaissance des droits annexes comme les aides de l'action sociale ou la complémentaire santé solidaire dont ils ont appris l'existence. En protection sociale comme ailleurs, si vous ne savez pas ce que vous cherchez, vous ne le trouverez jamais. Tout le monde a besoin d'être accompagné à l'entrée dans un régime, étranger ou pas. Il ressort de leurs témoignages que leur logement pose un problème central car dans mon secteur, les employeurs logent leurs saisonniers. Mais la saison terminée ils doivent lâcher leur appartement et se tourner vers le parc privé et des propriétaires qui leur ferment la porte d'office en exigeant un CDI. À Lunel des cours de français sont proposés par deux de nos partenaires locaux, la Ligue de l'enseignement et la Maison Jean-Jacques Rousseau. Ce besoin se fait sentir à partir du moment où les gens se sédentarisent.



© Daniel Balakov/Gettyimages/CCMSA Image



Le logement est le problème n° 1 des saisonniers. Certains ne peuvent obtenir la carte Vitale ou certains droits car logés dans des campings qui refusent leur domiciliation.

## Rendez-vous avec le senior Montoya



© Alexandre Roger/Le Bimsa

« Chez nous, c'est chacun pour soi. La sécurité sociale comme vous la connaissez n'existe pas. Il faut attendre six mois pour obtenir un rendez-vous chez le médecin qui n'est pas forcément remboursé, explique Fernando, un Péruvien de 46 ans arrivé en France en 2005. Là-bas, c'est simple, si tu ne travailles pas, tu ne manges pas et tu ne te soignes pas. Il n'y pas de RSA et pas de chômage. Il n'y a rien. » Son parcours est atypique. Il est venu dans le Languedoc par amour d'une Française rencontrée dans son pays avec laquelle il a deux enfants.

« Ma chance est de m'être installé à Le Vigan, un village où presque personne ne parle l'espagnol. J'ai été obligé d'apprendre la langue. »

Ce n'est pas (encore) le cas de Nola-Antonieta, Efigenia, Vincente-Patricio, Maria-Alida et Marisol pour lesquels l'absence de maîtrise du français pose de sérieux problèmes au quotidien, jusqu'au guichet de la MSA. Ils habitent tous dans le secteur de Lunel et ont accepté de venir témoigner ce vendredi 5 août. Ils racontent qu'au travail la barrière de la langue s'efface. « Il n'y a pas de problème car nos employeurs embauchent des chefs portugais ou des Maghrébins qui sont, comme nous, passés par l'Espagne et qui parlent espagnol. » Les difficultés commencent une fois le sécateur et la cotte rangés. « Ma première inscription à la MSA a été compliquée car je ne savais pas parler un mot de français et en plus j'ai été victime d'un accident de travail, témoigne Efigenia. C'est pour ça que je

connais bien "El senior Montoya". Le fait qu'il parle notre langue est très important pour nous. Cela évite de devoir faire venir un traducteur. » À Lunel, territoire dominé par l'arboriculture et le maraîchage, tous les salariés saisonniers d'origine latino-américaine se sont passé le mot, ils réclament tous M. Montoya au guichet de la MSA. « À la maison, mes parents parlaient cette langue quand ils ne voulaient pas qu'on les comprenne. Mes grands-parents étaient des pieds-noirs d'origine espagnole comme beaucoup de monde en Algérie », explique Guy Montoya (en photo), agent d'accueil sur le site Lunel. Il vient d'être nommé coordinateur de l'accueil pour le département de l'Hérault. « Au début on a du mal à créer un climat de confiance pour qu'ils nous expliquent leur situation. Il faut un certain temps pour qu'ils se livrent. Grâce à eux, j'ai aussi beaucoup amélioré mon espagnol et ils m'ont invité à visiter leur pays d'origine. »

**59341**  
c'est le nombre  
de salariés agricoles  
en Languedoc (chiffre MSA 2020).



confirme Marisol, 37 ans, qui a la double nationalité équatorienne et espagnole. Elle est arrivée en France en 2016 après dix années passées dans l'agriculture à Grenade, dans le sud de l'Espagne, et cinq autres dans l'hôtellerie à Burgos, dans le nord du pays. « *Il est plus facile de trouver un travail ici qu'en Espagne. Les rémunérations sont meilleures* », explique cette salariée, actuellement en congé maternité, qui enchaîne souvent des contrats de six ou sept mois par an.

« *Cela contredit le cliché de l'immigré qui viendrait profiter du système, soutient Virginie Nadal, responsable du développement social des territoires à la MSA depuis mai. On est face à des personnes qui ne mobilisent pas leurs droits. Cette méconnaissance vient aussi du fait que la prise en charge de la santé ne se fait pas du tout de la même façon en Amérique latine ou dans un pays proche comme l'Espagne qui fonctionne selon un système de dispensaires ouverts à tous.* »

## Des réunions d'information

Ce constat fait, les travailleurs sociaux et le service relation adhérents de la caisse se sont associés aux conseils départementaux du Gard et de l'Hérault, aux mairies de Lunel et de Vauvert, à la Maison Jean-Jacques Rousseau à Lunel, au centre social Rives à Vauvert, à l'espace de vie sociale Booster de Beaucaire et à plusieurs associations accompagnant ce public, pour trouver des solutions adaptées. Dans ce cadre, la MSA a organisé des réunions d'information animées par des agents d'accueil et des travailleurs sociaux à Lunel, Vauvert et Beaucaire avant le début de l'été. Une interprète, recrutée pour l'occasion, a facilité la compréhension et les échanges. Un dépliant de rappel des droits santé, famille et action sociale, traduit en espagnol, a été remis aux participants. À voir la demande et la satisfaction des adhérents et des partenaires après ces rencontres, ces réunions devraient être renouvelées régulièrement à partir d'octobre prochain.

« *Ils ont compris qui nous sommes et comment faire valoir leurs droits. Ils ont aussi constaté que nous travaillons en bonne intelligence avec nos partenaires, en particulier les centres sociaux, des lieux ressources qu'ils fréquentent et dans lesquels ils ont confiance*, explique Annick Duffaut, assistante sociale à Vauvert. *J'ai été surprise de la chaleur de ces soirées chez un public qui souffre parfois de solitude et de l'éloignement de leur famille. Ils ont été heureux de se rencontrer. Certains ont eu du mal à se quitter à l'image de ces deux Vénézuéliennes qui se sont rendu compte qu'elles venaient du même barrios (quartier) de Caracas.* »

■ Alexandre Roger



© Alexandre Roger/Le Bimsa

**Christophe Boulanger**, responsable du département de l'action sanitaire et sociale.



**Ce sont les personnes qui cumulent le plus de précarités.**

**En 2019, des partenaires, comme le centre social la Maison Jean-Jacques Rousseau à Lunel qui fait office de médiateur auprès de cette population, nous ont alertés. Ils accueillent de plus en plus de personnes rencontrant des difficultés d'accès aux droits et nous ont demandé de travailler avec eux pour trouver des solutions. À partir de cette interpellation, nous avons décidé d'aller beaucoup plus loin en nous posant la question de savoir qui sont ces personnes et ce que nous, service social, nous pouvions faire pour elles. Les élus MSA ont décidé d'allouer les moyens humains et financiers pour nous autoriser à y travailler et mettre en place ce que Cédric Saur, président de la caisse, appelle « agir emploi ». Une avancée qui permet d'intervenir sur la sécurisation du parcours du salarié. Toute la richesse de cette action réside dans le fait que l'on agit à la fois sur le plan individuel, pour l'accompagnement à l'accès au droit et à la vie sociale au sens large, et au niveau du développement social des territoires. En complément à ces multiples dispositifs (convention territoriale de la CAF ou le programme Grandir en milieu rural de la MSA), nous réfléchissons à l'ouverture de modes de garde atypiques pour les parents qui travaillent dans le maraîchage à des horaires décalés. Il y a aussi la question de l'habitat qui ne doit pas être oubliée. Nombre d'entre eux vivent dans le centre-ville ancien, vétuste et parfois indigne comme à Beaucaire.**